

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 11 au 17 juillet 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation Mexique / Etats-Unis

La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine donnerait au Mexique l'opportunité de remplacer les 48 produits d'exportations chinois sur le marché américain pour un montant de 103 Mds USD, selon une étude du Conseil mexicain des affaires internationales (Comexi). Sur ces 48 produits, 16 appartiennent à la catégorie des appareils électriques et représentent près de 50 Mds USD; 17 concernent les appareils non électriques et représenteraient plus de 21 Mds USD; 5 produits proviennent du secteur du bois et du papier et représenteraient environ 13 Mds USD; le reste des biens offrant un potentiel de substitution est constitué d'équipements de transport, de produits chimiques, de métaux et de minéraux ainsi que d'autres produits manufacturés.

Selon le cabinet de conseil De la Calle, Madrazo, Mancera (CMM) le Mexique profite déjà de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Pour les 3681 produits provenant de Chine taxés par les États-Unis, les exportations chinoises ont crues de 9,8% en 2018, alors que pour ces mêmes produits les exportations mexicaines ont crues de 11,5% en 2018, soit 1,7 point de pourcentage de plus que la croissance des exportations des produits chinois.

Les économies du Mexique et des États-Unis ont des trajectoires opposées pour la première fois en ces vingt dernières années. Au premier trimestre 2017, la croissance états-unienne était de 1,9% g.a et de 3,2% g.a au premier trimestre 2019, alors que celle du Mexique est passée de 3,3% g.a (T1 2017) en 2017 à 0,1% g.a (T1 2019). Ces trajectoires divergentes seraient dues à la diminution des impôts et à la politique budgétaire de l'administration Trump alors que le Mexique a souffert des incertitudes liées à la période électorale de l'année précédente et à la mise en place du nouveau gouvernement.

Une étude réalisée par l'ambassade des Etats-Unis au Mexique met en avant le fort lien commercial qu'entretiennent les deux pays (94% des remesas proviennent des USA, 48% des IDE) tout en mentionnant des incertitudes sur la politique énergétique du président mexicain. Les USA estiment par ailleurs que la corruption reste toujours présente « entremêlant le gouvernement, la société et le secteur privé ».

Economie

La production industrielle chute en mai, -3,1 % g.a. (-2,1 % g.m.), et atteint son niveau le plus faible en 5 ans. Il s'agit de la pire chute mensuelle depuis 2009. Sur les 5 premiers mois du mandat d'AMLO, la baisse a atteint 1,6 % g.a: la plus forte des 4 derniers débuts de mandat présidentiels. Le secteur de la construction perd 6,2 % g.m. (-9,0 % g.a.), le secteur minier continue sa décroissance (-1,3 % g.m., -8,9 % g.a.) et l'industrie manufacturière décroît également légèrement (-0,2 % ; +0,4 % g.a.). Les niveaux de production sont les plus faibles depuis février 2014 en construction et industrie manufacturière. Pour le secteur minier, la production n'avait pas atteint un niveau aussi bas depuis novembre 1995. Ces chiffres ont surpris les analystes de Citibanamex, qui ont modifié leurs prévisions de croissance pour le T2 2019, de 0,6 % g.t. à 0,4 % g.t. Pour 2019, ils maintiennent leurs prévisions à 0,9 %, mais indiquent de clairs risques à la baisse. Selon le directeur de l'institut pour la croissance industrielle et la croissance économique (IDIC), « la récession du secteur industriel est une réalité qui nécessite un changement de politique économique »

Après un premier trimestre qui a vu le PIB Mexicain se contracter de 0,17% g.m, les premiers indicateurs de Bank of America Merrill Lynch annonce une entrée en récession technique avec un PIB qui se replie de 0,4% au deuxième trimestre. Les analystes maintiennent cependant une croissance du PIB 2019 à 0,7% et de 1,2% en 2020. Cette entrée en récession aurait comme principales conséquences une dépréciation du peso et la ré-augmentation de l'investissement public.

Le conseil de la banque centrale s'est réuni le 27 juin dernier pour évaluer la possibilité d'une récession et prendre les mesures adéquates. Il a été décidé de maintenir le taux directeur à 8,25% malgré le souhait de Mr Esquivel, qui avait initialement été nommé pour devenir vice-ministre des finances, de baisser le taux de 25 points de bases.

Les créations d'emplois continuent leur baisse : à 289 301 emplois créés sur le S1 2019, il s'agit de la pire performance pour les créations d'emplois sur un 1^{er} semestre depuis 2009. 476 120 emplois avaient été créés sur la même période en 2018, soit une baisse de 39 % g.a. des créations d'emplois. La dynamique sur le mois dernier est la pire pour un mois de juin depuis 2002 : en net, l'emploi formel perd 14 244 postes sur le mois. D. Kaplan, spécialiste

de la BID sur l'emploi, considère la destruction d'emplois formels comme un signe de récession. L'emploi formel a toutefois crû de 2,4 % en annuel glissant en juin, à 20,369 M de travailleurs formels.

Le salaire moyen du secteur formel a atteint 19,83 USD (376,60 MXN) journaliers en juin, soit une croissance nominale de 6,6 % g.a, soit +2,65 % réels. En termes réels, il s'agit de la meilleure croissance des salaires du secteur formel depuis 2005.

L'institut Mexicain de la Sécurité Sociale projette une hausse de l'emploi formel de 2.62% sur la première année du sextennat d'AMLO, une estimation inférieure à la moyenne des 10 dernières années s'établissant à 3.4%.

L'Institut Mexicain de Sécurité Sociale (IMSS) indique que 743 321 jeunes sont inscrits au programme « *les jeunes construisent le futur* » au 30 juin dernier, impulsé par le Président AMLO. 80 % d'entre eux disposent d'une assurance médicale. Le Gouvernement a pour objectif d'intégrer 2,3 M de jeunes au programme – il atteint à ce jour 32 % de son objectif.

Le ralentissement de l'économie en 2019 touche plus les Etats pauvres. Selon les prévisions de Citybanamex les économies du Chiapas, d'Oaxaca, du Guerrero, et du Veracruz pourraient croître de seulement 0,6% en 2019, chiffre inférieur à la croissance nationale qui devraient être de 1%. Le Campeche et le Tabasco pourraient même voir leur économie se contracter en 2019 en raison des mauvais résultats de l'industrie pétrolière.

Les investissements étrangers dans la Bourse Mexicaine de Valeurs (BMV) stagnent. Selon les chiffres de Banxico, sur les six premiers mois de l'année 2019, 2,564 Mds USD d'origine étrangère ont été investis dans la bourse mexicaine alors que pour le même période en 2018 ce chiffre s'élevait à 2,580 Mds USD, soit une baisse de 0,60%. L'étude pointe une baisse de 77% des flux étrangers au deuxième trimestre 2019 g.a. Les investissements boursiers venant de l'étranger représentent 35% de la capitalisation totale du marché domestique.

L'année 2018 a été mauvaise pour la bourse mexicaine qui a enregistré une perte sur l'année de 15,6%, sa plus grande perte en 10 ans. Depuis le début de l'année, seulement 5 des 25 plus grandes entreprises publiques que forment l'IPC ont retrouvé leurs cours de bourse.

Selon la CNBV (Comision Nacional Bancaria y de Valores), les cybers attaques menées dans les différentes entités et institutions financières du pays ont coûté 107 M USD en 2018. La totalité des institutions ont été touchées.

Le crédit automobile a chuté de 9,7% g.a durant les cinq premiers mois de l'année 2019 selon l'association mexicaine des distributeurs d'automobiles. Le crédit automobile est capital pour cette industrie puisque durant les cinq premiers mois de 2019, 68,1% des automobiles furent achetées à l'aide d'un crédit automobile. Cette baisse du crédit automobile est à rapprocher du fait que les ventes d'automobiles ont baissé de 6,4% au premier semestre 2019.

La demande d'or mondiale ne cesse d'augmenter, illustrant l'incertitude des investisseurs envers les marchés et économies mondiales. Depuis le début d'année, le cours du métal a gagné 10,35% à des niveaux jamais atteint depuis 2013. Pour rappel, le Mexique était le 8ème producteur d'or dans le monde en 2017 avec une production de 120 tonnes d'or annuelle.

Finances publiques

L'administration fiscale et douanière (SAT) souhaite accroître sa collecte de TVA sur les transactions douanières via une modernisation des zones douanières, une amélioration des infrastructures et une lutte accrue contre la sous-évaluation volontaire de la valeur des produits, selon l'administrateur général des douanes. Les douanes ont généré 25,6 Mds USD (485 Mds MXN) de revenus fiscaux au S1 2018 (+7 % g.a. réels, dont 17,8 Mds USD de TVA). 29 % des revenus fiscaux totaux sont ainsi issus des transactions douanières.

L'administration fiscale et douanière (SAT) a récupéré 236 M USD (4,5 Mds MXN) via des audits et redressements fiscaux qui ont coûté 34 M USD (647 M MXN) au cours des cinq premiers mois de l'année 2019. La SAT a donc récupéré 70,5 pesos pour chaque peso investi dans les opérations de redressements fiscaux et les audits.

Entreprises et grands contrats

Fitch estime que le différend opposant la Commission Fédérale d'Électricité (CFE) aux constructeurs de gazoducs pourrait entraîner une hausse de l'incertitude des investisseurs et freiner l'investissement physique dans le secteur énergétique mexicain.

Le nombre de vols de carburants sur les pipelines de PEMEX a décliné de 31 % entre janvier et mai 2019, selon les chiffres de l'entreprise pétrolière publique mexicaine. En mai, PEMEX a détecté 1076 vols sur ses pipelines, 489 de moins qu'en janvier dernier, et le chiffre le plus bas depuis juin 2018. Les quantités totales volées ne sont toutefois pas indiquées par PEMEX. Pour mémoire, le Gouvernement a initié une campagne de lutte contre les vols de carburants (« *huachicol* ») en décembre dernier.

Le secteur de l'industrie minière du Mexique prévoit d'investir 562,2 M USD pour l'exploration de nouveaux gisements ce qui représente une chute de 5,6% g.a.

L'entreprise Grupo Mexico a perdu 89 M USD (1,7 Mds MXN) suite à l'annonce de la fuite de 3000 litres d'acide sulfurique dans la mer de Cortez. Grupo Mexico valait 2,01 Mds USD (38,4 Mds MXN) avant l'annonce de la fuite et valait 1,92 Mds USD (36,6 Mds MXN) à la fermeture de la bourse mexicaine lundi soir, soit une chute de 4,54% et la seconde pire clôture des 35 entreprises qui constituent le S&P/BMV IPC.

La CFE (Comision Federal d'Electricité), deuxième entreprise publique du pays, a annoncé l'émission de 775 millions de dette à horizon 30 ans sur les marchés étrangers.

Pemex pourrait perdre 57% des sites de la Ronda Cerro (les zones sur lesquelles PEMEX a une exclusivité, contrairement à Ronda Uno, dans lesquelles les entreprises privées sont autorisées). Selon la confédération nationale des hydrocarbures (CNH) PEMEX a jusqu'au 27 août pour montrer qu'il peut conserver 91 sites de la Ronda Cerro (la Ronda Cerro en comporte 108) qui lui furent accordés il y a 5 ans à condition d'y réaliser des investissements. Ceux-ci ont été rendu difficiles par la situation financière de l'entreprise. La CNH a identifié 52 sites pour lesquels les investissements pourraient être insuffisants.

Javier Jiménez Espriu, ministre de la communication et des transports, a annoncé que l'abandon du projet du nouvel aéroport international de Mexico (NAIM) était dû à des raisons « techniques et financières et non de corruption ». Lors de cette annonce, il a aussi été mentionné que le montant des remboursements de contrats s'élèverait à 2,1 Mds USD (40 Mds MXN). Dans le même temps, le président AMLO a confirmé « qu'il y avait eu de la corruption dans le choix de construire l'aéroport international à Texcoco ».

Mercredi 17 juillet AXA a annoncé le lancement d'un vaste plan de couverture santé dans les pays émergents. 50 cliniques seront ouvertes dans les pays émergents d'ici 2023 notamment au Mexique afin d'enrichir ses solutions d'assurance santé. Au Mexique, AXA va procéder à une joint-venture avec Keralty afin de créer un système de soin privé. AXA Keralty réalisera un investissement de plus de 120 M USD et prévoit d'offrir des soins médicaux à plus de 100 000 clients. Le 1^{er} août ouvriront trois centres de santé à Mexico (5 sont prévus dans l'état de Mexico) et Keralty prévoit d'en ouvrir 50 sur tout le pays avant 2024.

Plan PEMEX

Andrés Manuel López Obrador et Octavio Romero Oropeza, PDG de PEMEX, ont présenté mardi 16 juillet un nouveau plan d'affaires pour l'entreprise. Celui-ci prévoit notamment de rétablir un solde financier positif dès 2021.

Ce plan prévoit notamment un soutien financier de l'Etat à hauteur de 7,3 Mds de dollars sur 3 ans ainsi qu'une réduction de charge fiscale de 6,6 Mds de dollars sur les deux prochaines années. De plus, PEMEX a annoncé un plan de Contrats Intégraux de Service et d'Exploration (CSIEE) dans lequel des sociétés privées fourniront 100% des investissements nécessaires à l'exploration et production de pétrole. Ces contrats permettront à l'entreprise d'obtenir des ressources additionnelles de 5,7 Mds USD entre 2020 et 2023 selon son directeur général.

Les marchés ont réagi négativement à l'annonce du plan PEMEX. Les Credit Default Swaps (CDS) de PEMEX à 5 ans ont augmenté de 0,92% ce mardi 16 juillet indiquant que le marché avait des inquiétudes sur l'efficacité du plan. Toujours dans la même journée, le peso a perdu 0,71% face au dollar. Les obligations de PEMEX à 10 ans ont perdu 1,15% de leur valeur à 96,12 USD l'unité.

Des experts interrogés par l'Economista craignent que le plan détériore les finances publiques sans améliorer la situation. Ils s'inquiètent notamment que toutes les économies faites par le gouvernement ne soient captées par PEMEX. La croissance qui est plus faible que prévue et dont les prévisions sont fréquemment revues à la baisse pourraient ne pas suffire à financer les aides à PEMEX. Alejandro Limón, expert énergie et finances publiques au Centre de Recherche Economique et Budgétaire (CIEP), soulève une autre difficulté concernant la réduction des charges fiscales sur le pétrole. Cette baisse des revenus fiscaux entre en contradiction avec les critères généraux de la politique économique présentés par l'ex-ministre des finances Carlos Urzua qui prévoient des revenus issus de l'industrie pétrolière équivalant à 4,2% du PIB cette année et en 2020. Gonzalo Monroy, expert du secteur énergétique ajoute que les réductions fiscales prévues (7% en 2020 et 4% en 2021) sont totalement insuffisantes.

Les analystes s'attendent à une réduction de la note de la société pétrolière par les agences de notations. Ils estiment que le plan d'entreprise de Pemex ne prend pas en compte les préoccupations et les commentaires formulés par les agences de notation et les experts en risque. Citi Research a notamment affirmé que la note de Pemex n'était qu'une « question de temps ». Arturo Herrera, nouveau Ministre des Finances, a quant à lui écarté cette possibilité, estimant notamment que le plan de PEMEX ne mettait pas en danger les finances publiques, puisque la réduction de la charge fiscale de PEMEX doit être compensée par une augmentation des revenus.

Les analystes sont sceptiques quant à l'efficacité des contrats CSIEE. En effet un analyste de JP Morgan précise que ces contrats existent depuis l'administration Calderon et n'ont pas réussi à attirer suffisamment d'investissement. Selon Mauro Leos (directeur général associé de Moody's), les contrats CSIEE sont peu attractif comparé à des contrats existants dans d'autres pays, notamment les Farmouts comme le précise BBVA Research.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 17/07/2019
Bourse (IPC)	-0,55%	-12,7%	42551 points
Taux de change USD/Peso	-0,4%	+0,8%	19,06 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-0,6%	-2,6%	21,40 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	+0,4%	-7,2%	59,40 USD

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Le marché de la publicité est estimé à environ 800 M USD et comprend 654 entreprises, dont 6 exportent déjà leurs services - leurs principaux marchés sont les États-Unis, le Panama et le Mexique. Les micro-entreprises représentent 74% du parc d'activités mais représentent que 12% de l'emploi. Les moyennes entreprises emploient 27% et les grandes entreprises 53%.

Le gouvernement a indiqué que 38 M USD d'investissements étaient prévus dans la mise en place d'une zone franche numérique à San Miguelito, qui devrait accueillir des sociétés de technologie de l'information, des centres de formation supérieure et des centres techniques. Le gouvernement a révélé que la structure de financement du projet avait déjà été élaborée et qu'elle serait sous la responsabilité de Bank of China et de la banque panaméenne Global Bank.

L'Assemblée législative du Costa Rica a approuvé en second débat le projet de loi autorisant le gouvernement à émettre jusqu'à 1,5 Md USD d'obligations sur le marché international. Nogui Acosta, Ministre des Finances par intérim, a déclaré que le Trésor « va déterminer le moment opportun pour accéder au marché ».

L'indice mensuel d'activité économique a enregistré une augmentation de 1,3% en mai, soit son taux de croissance le plus faible depuis novembre 2013. La Banque centrale du Costa Rica explique cette décélération par des facteurs climatiques défavorables ayant affecté l'activité agricole ; la baisse des prix internationaux d'ananas ; la situation sociopolitique au Nicaragua et par l'incertitude générée par l'entrée en vigueur de la réforme fiscale.

L'activité manufacturière de Costa Rica montre une accélération modérée, passant de 1,8% en décembre 2018 à 2,4% en mai 2019 selon la Chambre des industries.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

En mai, l'activité économique a affiché un taux de croissance de 3,3% (g.a.), en accélération par rapport à avril (+2,8% g.a.).

Selon la Banque du Guatemala (Banguat), les investissements directs étrangers (IDE) ont atteint 340 MUSD au premier trimestre 2019, soit une croissance de 16% par rapport aux 293 MUSD enregistrés au cours des trois premiers mois de 2018. Banguat espère clôturer l'année 2019 avec 1,2 Md USD d'IDE, (3% de plus qu'en 2018 - 1,17 Md USD).

Dans le cadre de la 2ème Réunion de la Commission administrative de l'Accord de libre-échange entre le Guatemala et Taiwan qui s'est tenue à Taipei les 8 et 9 juillet, les deux pays sont convenus d'augmenter de 60 000 à 125 000 tonnes le quota d'exportation de sucre guatémaltèque sans droits de douane vers le pays asiatique. Le Guatemala devient ainsi le premier fournisseur de sucre de Taiwan. Les ventes de sucre raffiné représentent 35% du total des exportations de sucre vers le pays asiatique ; les 65% restants correspondent à du sucre brut. D'après l'Association des producteurs de sucre du Guatemala (Asazgua), la production de canne à sucre a augmenté de 28,4% entre la récolte 2017/2018 et celle de 2018/2019, passant de 752 563 tonnes à 966.221 tonnes.

Le gouvernement argentin déposera une plainte contre le Guatemala suite à sa décision de suspendre l'achat de deux avions de surveillance Pampa III (variante argentine de l'Alphajet de Dassault/Dornier) de l'entreprise argentine Fábrica de Aviones de Argentina (FAdeA) pour un montant de 28 MUSD.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9.2 M hbts

Le FMI a approuvé un nouvel accord Stand-By avec le gouvernement hondurien pour une durée de 24 mois. Ce programme contient une aide totale de 310 M USD censée appuyer l'agenda de réformes économiques et institutionnelles du Gouvernement. Cet appui est cependant considéré comme une mesure de précaution, notamment en cas d'une dégradation importante de la balance des paiements.

En mai, l'activité économique du pays a enregistré une croissance de 2,7% (g.a.), augmentation qui s'explique en partie par le comportement du secteur financier (+7,2%), de l'hôtel et de la restauration (+5,9%) et de la construction privée (+4,8%).

Après le Salvador, le gouvernement mexicain annonce vouloir développer un programme de reboisement au Honduras avec un financement de 100 MUSD. Cette décision s'inscrit dans le cadre du Plan de Développement Intégral lancé par le Mexique en juin 2019, lequel vise à créer des emplois en Amérique centrale afin de réduire l'immigration clandestine. Le ministre mexicain des Affaires étrangères, Marcelo Ebrard, a déclaré que le président hondurien devrait finaliser les détails de ce projet lors de sa visite au Mexique le mois prochain.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

Entre décembre 2017 et mars de cette année, le nombre de prêts a diminué de près de 400 000, passant de 1,79 million à 1,41 million (-21%). En ce qui concerne le montant des prêts, la baisse a été de 13%, passant de 4,9 milliards de dollars à 4,3 milliards de dollars pour la même période.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Le Ministre de l'Economie et des Finances a annoncé l'émission pour 2 Mds de dollars de bons du trésor. Cette émission historiquement haute servira principalement aux besoins budgétaires ainsi qu'au remboursement d'émissions plus anciennes. Le Ministre a précisé par ailleurs que des mesures seraient prises si le déficit budgétaire venait à dépasser les 2% du PIB.

L'institut national de la statistique du Panama a dévoilé les chiffres du chômage pour le mois de mars 2019. Celui-ci s'établit à 6,4% soit une hausse de 10% par rapport au même mois de l'année 2018. Le taux de chômage des femmes s'élève à 8,2%, alors qu'il est de 5% pour les hommes.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Les exportations d'El Salvador jusqu'en juin de cette année ont totalisé 3,034 Mds de dollars soit une légère réduction de 13,6 millions de dollars (-0,04%) par rapport à la même période en 2018. Cependant, le secteur privé s'attend à une reprise des exportations pour le reste de l'année.

La Banque de développement du Salvador (Bandesal) consacrera 10 M USD à l'octroi de prêts préférentiels pour les petites et moyennes entreprises (PME) du secteur touristique. L'institution financière va effectivement ouvrir un portefeuille de prêts pour les PME sur une durée allant jusqu'à 15 ans, avec des taux compris entre 6,5% et 7,5% et un délai de grâce de 2 ans. Cette initiative viendra en soutien au projet Surf City présenté par le gouvernement salvadorien

dans le cadre de son plan directeur pour l'aménagement des zones touristiques ("Planes Maestros de Ordenamiento Territorial Turísticos").

CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M hbts

L'activité économique a connu une baisse de 1,2 % g.a. au T1 2019 (T2 fiscal 2018/19), selon l'institut haïtien de statistiques. Tandis que le secteur secondaire croît de 1,4 % g.a., le secteur primaire perd 1,4 % g.a. et le secteur tertiaire 1,8 % g.a. Sur le S1 fiscal 2018/19, l'économie décroît de 0,3 % g.a.

Les investissements ont connu une sous-exécution de 79 % sur l'exercice fiscal 2017/18 (débutant en octobre). Sur les 630 000 M USD budgétés (58,9 Mds HTG) 130 000 M USD ont effectivement été investis (12,1 Mds HTG, mais +27 % g.a.), selon la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

L'inflation a atteint -0,1 % m/m en juin dernier, à 1,4 % g.a. La baisse sur le mois est due notamment à une baisse de 1,2 % m/m de la composante « immobilier/eau/électricité/gaz et autres combustibles ».

La Banque centrale est intervenue sur le marché des changes le 11 juillet dernier, offrant 30 M USD, dans le cadre de « déséquilibres temporaires entre demandes et offres sur le marché », selon la Banque centrale. 37 offres ont été émises, atteignant 56,1 M USD. Le dollar jamaïcain a enregistré une légère dépréciation suite à cette intervention (+0,9 %). Le 18 juillet, le dollar s'échangeait pour 137,88 JMD à l'ouverture.

République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Les exportations dominicaines ont ralenti sur les 5 premiers mois de l'année 2019, à 3,2 % g.a. Les exportations atteignent 2,39 Mds USD. Les exportations des zones franches sont particulièrement faibles, à -1,5 % g.a. Les principaux partenaires commerciaux de la République dominicaine sur la période ont été les États-Unis, le Canada et la Chine. Les produits ayant connu les plus fortes décélérations sont les minéraux métalliques (notamment le ferronickel), les vêtements/chaussures et les boissons, notamment alcoolisées. Les importations (hors zones franches) ont quant à elles crû de 6,1 % g.a. (vs. 13,3 % g.a. l'année dernière). Les zones franches voient leurs importations ralentir, leur taux de croissance atteignant 2,7 % (vs. 4,9 % l'année dernière).

Les revenus issus du tourisme ont également marqué le pas sur les 5 premiers mois de l'année. 2,6 M de touristes ont visité la République dominicaine entre janvier et mai 2019, soit 3,5 % g.a. de croissance. Ce taux est toutefois inférieur aux 4,8 % g.a. de croissance enregistrés sur la même période en 2018.

La République dominicaine a mis en place 76 % des 238 mesures de l'accord de facilitation du commerce impulsé par l'OMC, selon les autorités dominicaines. Elles espèrent qu'elles auront adoptées 90% des mesures en 2019. Le « guichet unique du commerce extérieur » (VUCE 2020) a également été présenté, et permet déjà la facilitation des démarches requises pour l'importation et l'exportation de marchandises en République dominicaine.

Les ventes de véhicules neufs ont crû de 4,23 % en 2018, augmentant de plus de 44 200 automobiles, à plus de 253 500. Les voitures japonaises représentent plus de deux tiers des ventes (Toyota pour 34 % et Honda pour 16 %). Les voitures coréennes représentent 13 % du total (8 % pour Hyundai et Kia pour 4 %). Les voitures européennes représentent 10 %, contre 9 % pour les voitures étatsuniennes.

Le Ministère de l'économie, de la planification et du développement a signé un accord avec l'Union Européenne pour l'intégration de la République dominicaine au programme Eurosociet. Cet accord, signé lors de la deuxième réunion du programme Eurosociet à Carthagène en Colombie, vise à la réduction des inégalités, la meilleure cohésion sociale et au renforcement institutionnel au sein de 19 pays latino-américains.

Suite à l'augmentation de 14 % du salaire minimum décidée par le Comité National des Salaires (CNS), l'Association des Industries dominicaines a accusé le CNS de maltraiter les employeurs via une prise de décision « soudaines et ne respectant pas les processus établis ». Elle accuse l'organisme de s'être allié avec les syndicats pour imposer cette augmentation des salaires.

Trinité-et-Tobago

2017 – PIB : 21,6 Mds USD | Pop : 1,4 M hbts

Standard and Poor's a dégradé la notation des titres souverains de Trinité-et-Tobago, de BBB+ à BBB, en raison d'une production énergétique et d'une croissance économique plus faibles que prévus. L'agence de notation a également invoqué les retards dans les «réformes institutionnelles visant à renforcer la collecte des recettes et à améliorer la fourniture de données économiques en temps voulu» comme motifs de sa révision.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.